

**Abdelkader SID AHMED\***

**Celso Furtado et le développement à partir de l'exportation des  
ressources naturelles  
non renouvelables**

Pour beaucoup d'entre nous, étudiants en économie intéressés par le développement dans les années 60, la rencontre avec Celso Furtado marqua une date importante, mémorable et, dans mon cas, déterminante. Chargé à la fin des années soixante, lors de son exil à Paris, des enseignements d'économie du développement, Celso Furtado insuffla dans ce domaine — le mot n'est pas encore assez fort — un esprit radicalement différent dans un cadre où le discours, à quelques exceptions près, restait souvent abstrait, archaïque et superficiel. Par la méthode utilisée, refus de l'antiimpérialisme vulgaire, nécessité préalable d'une argumentation froide et nourrie à partir de faits scientifiques, articulation de la pensée et des faits sur le fond, attention portée aux problèmes concrets, le style Furtado tranchait et nous séduisait<sup>1</sup>. Impliqués les uns et les autres dans des mémoires sur l'Industrialisation de substitution d'importation, dans divers pays d'Amérique latine, nous fumes initiés aux analyses structurelles et sensibilisés aux grands thèmes de la pensée cépalienne. Soucieux quant à moi de trouver dans la panoplie latino-américaine les outils permettant d'identifier et de mieux cerner les problèmes de développement des économies pétrolières arabes, je me suis retrouvé à travailler sur l'économie vénézuélienne tout d'abord et ensuite sur l'industrialisation de substitution d'importation en Amérique latine à partir du cas brésilien. Etaient particulièrement fécondes dans mon esprit les analyses furtadiennes relatives à l'industrialisation périphérique, au rôle du progrès technique dans la dynamique centre-périphérie, la dialectique innovation-diffusion des techniques - horizon du processus d'accumulation, la tendance structurelle observée dans la périphérie à l'affaiblissement de la dynamique de croissance compte tenu de ces caractéristiques et enfin l'interaction entre les profils d'offre et de demande globales dans le développement. Ces analyses fondées sur l'observation du fonctionnement réel des économies latino-américaines, réduisaient à néant les analyses alors

---

\* Economiste, IEDES, Université Paris I-Panthéon-Sorbonne.

<sup>1</sup> Le nom concerne entre autres les professeurs P. Salama, R. Tortajada, M. F. Lhérieau.

en vogue, en France et au Maghreb notamment, sur les *industries industrialisantes* et au-delà, sur l'analyse Hirschmanienne du processus de convergence des demandes sectorielles dans le dépassement des blocages de croissance à un certain stade d'industrialisation de substitution d'importation.

Cet accent exclusif sur l'offre prôné par le courant académique francophone dominant et le refus conséquent d'examiner la nature du profil de la demande — et, au-delà, les caractéristiques structurelles des économies en développement — fut à l'origine des stratégies désastreuses mises en œuvre dans un certain nombre de pays et notamment dans les économies pétrolières.

Dans la préface à l'édition française de la *Brève introduction au développement* de Celso Furtado, j'ai rappelé l'apport général de l'auteur au développement ; mon intention, ici, est de préciser concrètement son apport à la connaissance des processus d'industrialisation fondées sur l'exportation des ressources naturelles et notamment des économies pétrolières du Tiers Monde. Cette mise au point me permettra par ailleurs de préciser la grande dette intellectuelle contractée à l'égard de Celso Furtado.

### **Le point de départ vénézuélien, un regard pionnier**

Il est de tradition de faire remonter à Seers (1962) et à Mahdavy (1970) les analyses privilégiant le mode de fonctionnement spécifique des économies pétrolières rentières. Si les apports de ces deux auteurs sont incontestables comme on le verra, c'est à Celso Furtado — à notre connaissance — que revient le mérite de cette observation qui constitue à vrai dire l'approfondissement extrême de son analyse plus générale (Furtado, 1976, p. 108 et suivantes ; 1989, p. 99 et suivantes) de l'industrialisation périphérique mais également de l'origine et de la dimension de l'excédent social ainsi que du comportement des groupes sociaux qui se l'approprient (Furtado, 1989, p. 71 et suivantes).

C'est dans le cadre d'une mission préparatoire de la CEPAL, à Caracas, en mai 1957, que Furtado arriva au Venezuela pour cerner la réalité économique vénézuélienne peu connue alors à Santiago. Grâce à ce travail

sur le terrain, Furtado<sup>1</sup> aboutit aux conclusions suivantes (Furtado, 1957 ; 1987, p. 216 et suivantes) :

1- La croissance économique au cours de la période 1945-1955 avait été intense, mais n'avait pas engendré les changements structurels attendus.

2- Le processus de formation du capital était fortement influencé par la manière dont l'excédent de pétrole pénétrait dans l'économie à partir du secteur public.

3- De ce fait, ces ressources considérables captées par l'Etat étaient injectées dans des "travaux d'infrastructures de caractère non reproductif sans répercussion dans d'autres secteurs" (Furtado, 1987, p. 217).

4- L'entretien simple de ces lourdes infrastructures non productives créées par l'Etat finirait dans le temps par absorber le gros des finances publiques. Ainsi ce qui pouvait être une source d'économies externes pour les activités reproductives, finissait par être une lourde charge pour le pays (Furtado, 1987, p. 217).

5- Derrière ces grands travaux, Furtado remarquait que l'argent de la corruption "nourrissait ainsi les piliers de la dictature".

6- Observant que si l'on mettait de côté tout ce que l'on retirait du pétrole, la consommation dépassait largement la production totale, d'autant plus que le taux de change surévalué décourageait les investissements dans les activités productrices internes, Furtado concluait que la dépendance du Venezuela à l'égard du pétrole augmentait d'année en année, alors que l'objectif devait être l'inverse.

7- Furtado concluait enfin que le Venezuela accumulait ainsi d'énormes problèmes pour l'avenir d'autant plus que le revenu y était relativement élevé (les salaires convertis en dollars également, par rapport au niveau de productivité en dehors du secteur pétrolier) ; la diversification du système de production appelait à des mesures précises : formes appropriées de protectionnisme, investissements intensifs dans la formation de main-d'œuvre qualifiée et de personnel administratif. La spécificité du cas

---

<sup>1</sup>On notera que ce rapport fut considéré comme nul et non avenue par le gouvernement vénézuélien de l'époque et interdit à ce titre de publication.

vénézuélien par rapport à la situation du reste de l'Amérique latine avait retenu l'attention de Furtado :

«J'avais pour la première fois devant les yeux le phénomène de ces économies qui se développent en s'appuyant sur un secteur de haute productivité qui utilisait une ressource non renouvelable. En s'enrichissant, elles ne parviennent pas à avoir une croissance autonome et peuvent s'effondrer comme un château de cartes. Tous les secteurs de la société recevaient d'une manière ou d'une autre un type quelconque de subvention, ce qui produisait un consensus qui légitimait l'irrationalité économique» (Furtado, 1987, p. 218).

Enfin, le caractère potentiellement explosif de l'économie pétrolière était souligné en conclusion générale, lorsque s'épuisaient les stimulants externes en l'absence de changements structurels significatifs dans le système de production et la stagnation se profilait à l'horizon.

«L'étape de croissance rapide basée sur des stimulants externes tend nécessairement vers un point de stagnation quand n'apparaissent pas des changements structurels dans le système économique. On a observé le cas d'économies fortement accélérées sous l'impulsion d'une expansion rapide des exportations s'enfoncer dans une stagnation permanente. Celle-ci est plus difficile à vaincre, car elle est constituée de mécanismes puissants de défense d'un ordre de privilégiés qui se voit menacé par les variations structurelles qu'exige la nouvelle phase du développement» (Furtado, 1957).

Dès 1957, donc, Celso Furtado avait esquissé les principaux paradigmes des économies d'exportation de ressources naturelles et notamment des hydrocarbures, développement sans croissance où l'Etat allocatif se substituait à l'Etat productif, là où les investissements de prestige l'emportent sur les investissements productifs, où l'atrophie du système fiscal traditionnel, l'envolée des dépenses publiques, la corruption et la spéculation, le "squeeze" sur le secteur productif, et la surévaluation du taux de change ou "dutch disease", ont pour conséquence la désindustrialisation et l'involution de l'agriculture. Le lien entre la captation des rentes centralisées par l'Etat et les régimes autoritaires était mis en exergue, de pair avec la dépendance notamment technologique et la vulnérabilité externe croissante ainsi que la grande difficulté des réformes face aux intérêts acquis dans ce type d'économie. On observe que cette analyse furtadienne rejoignait l'analyse développée par Levin, quasiment à la même époque, concernant l'expérience historique des économies exportatrices de matières premières dont celles d'Amérique latine comme le Pérou avec le guano. Levin notait ainsi que, suite aux rendements élevés provenant des industries d'exportation, le niveau de vie des groupes contrôlant ces industries était bien supérieur à celui du reste de l'économie. Avec le développement des

liens avec les marchés étrangers, les membres de ces groupes furent fortement influencés par les goûts et modèles de consommation des pays industrialisés qu'ils cherchaient à imiter. Les biens nécessaires au maintien de ce niveau de vie élevés ne pouvaient être produits sur place en raison du marché limité représenté par la demande de biens de luxe (Levin, 1960, p. 24). Dans ces conditions, le secteur externe eut peu d'effets d'entraînements sur le reste de l'économie. Les marchés locaux ne furent pas élargis, le gros des revenus se concentra dans les mains des importateurs de produits de luxe. En l'absence d'un marché local<sup>1</sup> significatif et de la fuite de l'épargne à l'étranger, une partie seulement du capital put être investie dans le reste de l'économie, limitant par la même la spécialisation du travail. Ainsi, dans ces pays, une puissante industrie d'exportation put opérer pendant des décennies, parallèlement à une économie locale stagnante et confinée dans la pauvreté (Levin, 1960, p. 29). Partout où le secteur externe fut contrôlé par les facteurs étrangers et importateurs de bien de luxe, les considérables recettes d'exportation restèrent sans effet sur la croissance économique locale. La fonction de production relativement simple des produits tropicaux, notamment du café, et le caractère relativement décentralisé de la rente caféière, à la différence des économies minières, permirent au Brésil le développement d'un marché intérieur dans l'Etat de São-Paulo (Furtado, 1959 ; 1970).

De leur côté, les théoriciens de la "staple theory" concluaient de leur côté, à partir de l'expérience de ex-dominions et notamment du Canada, que le maintien à long terme de la croissance de l'économie primaire nécessitait le développement des exportations de produits existants ou, à défaut, l'expansion de nouveaux produits primaires. Mais il existe tôt ou tard une limite à l'expansion des "staples" et les rendements décroissants se font sentir lorsque la dépendance de l'économie envers les produits exportés reste forte, la stagnation s'installe et l'économie se trouve enfermée dans la "trappe des produits primaires". La croissance durable exige alors l'existence de nouvelles lignes de production et parallèlement des innovations introduites par une classe d'entrepreneurs hautement dynamiques (Watkins, 1963, p. 149). Conclusion également établie par Weisskoff et Wolff à propos de Porto Rico (1977). Le rôle-clé de l'innovation, et des quasi-rentes induites par elle, est à l'origine ainsi du succès des Etats-Unis et du Canada et dans une moindre mesure de l'Australie, succès ayant historiquement débouché

---

<sup>1</sup>Sur tous ces points, voir Corden et Neary, 1982 ; Seers, 1964 ; Mahdavy, 1970 ; Levis, 1984 ; Fekrat, 1979 ; Beblavi, 1987 ; Amouzegar, 1982 ; Auty, 1990 ; Sid Ahmed, 1969, 1983, 1988, 1989a et 1995.

sur une croissance alternative durable. A l'inverse, les problèmes de développement de l'Argentine s'expliquent historiquement par l'existence de quasi-rentes collusives de type colbertiste non fondées sur l'innovation technologique mais sur les traitements privilégiés (Di Tella, 1985, p. 51).

Généralisant l'expérience vénézuélienne, Furtado pouvait conclure, dans la lignée des contributions précédentes, qu'en aucun lieu de la périphérie l'industrialisation induite par les exportations de produits primaires ne donna lieu à la formation d'un système industriel, c'est-à-dire à une économie capable d'engendrer sa propre croissance. Au contraire, l'expérience historique paraît indiquer que cette forme d'industrialisation tend à stagner une fois certaines limites atteintes (Furtado, 1989, p. 109).

Furtado attribue ce résultat au fait que "ces activités industrielles opèrent comme un complément ou le prolongement du commerce extérieur. L'absence d'un minimum d'articulation entre elles l'empêchait de fonctionner comme un système" (p. 110). De fait, notait-il, plus grande était l'intégration aux activités d'importation ou d'exportation, moins était prononcé l'articulation entre les activités industrielles. Les activités du second groupe se greffaient essentiellement sur la demande externe et la demande interne. En pratique, ces activités se comportent comme "simple multiplicateur d'emploi du commerce extérieur", le rôle de l'activité industrielle restant complémentaire.

Ce comportement spécifique diffère de celui des pays du centre où, note Furtado, l'activité industrielle "agit comme force primaire de transformation des structures économiques et sociales" (Furtado, 1989, p. 110) :

1- du fait que l'expansion industrielle s'accompagne de la diversification de la demande finale ;

2- du fait de l'articulation croissante de l'activité industrielle dérivée de l'installation d'industries de biens intermédiaires et d'équipement.

Des hypothèses vénézuéliennes à la crise des économies pétrolières : le schéma furtadien à l'épreuve

Avec les réajustements considérables des prix du pétrole de 1973-74 et de 1979-80, l'ère de la prospérité et du progrès paraissait arriver. Non seulement, les immenses revenus (plus de 3000 milliards de dollars à ce jour) allaient irréversiblement améliorer la balance des paiements et mettre fin au

déséquilibre externe, source de difficultés pour les pays en développement, mais contribuer aussi de façon décisive au financement du développement et à la préparation de l'après-pétrole. Le coût de la vie allait être réduit avec l'accroissement massif des importations tandis que la demande locale de biens et de services allait se développer sans problème de déficit budgétaire. D'importantes opportunités d'investissements domestiques garantiraient un accroissement décisif de l'emploi offert à une population en forte croissance. Le progrès économique généralisé allait s'imposer sans épargne forcée ni restriction aucune, augmentant ainsi la cohésion sociale, la stabilité politique et la démocratie. Bref en un coup de baguette magique, les pays pétroliers allaient "court-circuiter" le temps et se hisser au stade des pays industriellement avancés. Le Shah d'Iran, ne déclarait-il pas vouloir faire de l'Iran, au milieu des années 80, la quatrième puissance du monde ? (Sid Ahmed, 1983, 1989a).

La réalité allait, malheureusement, très vite se révéler toute autre. Ainsi la prospérité<sup>1</sup>, inégale selon les pays, se fit aux prix de nouvelles tensions sociopolitiques. Dans certains pays elle déclencha de puissantes forces internes déstabilisatrices. À de rares exceptions près, les surplus de balance des paiements se transformèrent en déficit tandis que les encours de la dette extérieure s'envolaient. Les importations en croissance exponentielle aggravèrent les tensions inflationnistes déjà stimulées par les difficultés d'absorption interne du capital, tandis que se creusaient les déficits. Enfin, le progrès technique restait un leurre et l'industrialisation un gadget, en l'absence d'une politique délibérée du changement structurel (Amouzegar, 1982, p. 814-15). L'expérience des Pays-Bas avec le gaz naturel de Groningue, du pétrole de la Mer du Nord et du Mexique début des années 80, conduisit à identifier un mal spécifique aux exportations d'hydrocarbures: le syndrome hollandais (Dutch disease).

Dans son essence, le syndrome hollandais affirme que d'importants secteurs d'hydrocarbures sont la cause d'une surévaluation du taux de change. Le prix des exportations s'accroît tandis que baisse celui des importations, dans les conditions Marshall-Lerner. Le volume des exportations autres que les hydrocarbures diminue alors que croît substantiellement le volume des importations, ce qui affecte négativement la balance des paiements, phénomène un temps occulté par les recettes issues

---

<sup>1</sup>Que nous avons qualifié de *développement sans croissance*, en ce sens que les populations bénéficient des avantages du "welfare" sans base productive (Sid Ahmed, 1983).

des hydrocarbures. Ceci signifie la contraction du secteur productif et non pétrolier au sein de l'économie et donc, dans le cas des pays développés, une désindustrialisation (Corden et Neary, 1982 ; Sid Ahmed, 1987 ; Neary et Wijnbergen, 1986).

Un certain nombre d'études menées par la suite ont conclu à l'existence de "dutch disease" dans un certain nombre d'économies pétrolières du Tiers Monde. Ainsi, à Trinité et Tobago (Auty, 1988), au Venezuela encore (Bourguignon, 1988), en Algérie après 1980 (Conway, 1988) en Equateur (Marshall-Silva, 1988) et au Nigeria (Bienen, 1988). Dans le cas du Venezuela, la rente pétrolière s'est révélée particulièrement désastreuse comme le note Bourguignon (1988, p. 322) : *«L'image globale qui émerge est celle d'un échec dramatique de la politique économique dans des conditions exceptionnellement favorables. Rien ne semble avoir été retiré des gains considérables obtenus en termes de PNB non pétrolier au cours de la période 1973-82. La consommation a été la seule gagnante et même cet acquis est probablement temporaire»*.

Même évolution au Mexique où se conjuguèrent à partir de 1976, les schémas de "mono-exportation pétrolière" et de "désubstitution d'importation", ajournant entre autres — à la différence du Brésil — l'intensification de l'ISI<sup>1</sup> dans les segments dynamiques constitués par les biens intermédiaires et les biens capitaux (Villareal, 1990, p. 311 et suivantes). Comparant entre elles six nouvelles économies<sup>2</sup> (NEI), Auty montre que celles qui disposent des potentiels de marché les plus faibles et des dotations en ressources les plus pauvres sont précisément celles qui rencontrent les plus grands succès industriels, précisément la Corée et Taiwan, à l'inverse des pays à ressources naturelles abondantes (Brésil, Mexique) et de ceux à marchés importants (Inde et Chine). Pour Auty, ce résultat conforte la "ressource curse thesis". D'où ses conclusions concernant l'impact des dotations favorables en ressources naturelles sur les choix de politiques (Auty, 1994, p. 24) : plus la dotation en ressources est favorable, plus longtemps sont supportées les politiques macro-économiques laxistes ; moindres sont les pressions s'exerçant pour parvenir à une rapide maturation industrielle, plus longtemps les groupes à la recherche de rentes sont tolérés (et plus résistants sont-ils), plus probables les chances d'une croissance économique erratique et en perte de vitesse.

---

<sup>1</sup>Industrialisation de substitution d'importation.

<sup>2</sup>Corée, Taïwan, Inde, Chine, Brésil et Mexique.

Pourquoi tous ces pays ont-ils été aussi uniformément piégés ? Pourquoi les choses n'ont pas fonctionné comme convenu ?

Amouzegar incrimine "l'illusion lyrique", c'est-à-dire un état d'euphorie où les planificateurs étaient persuadés que l'argent du pétrole allait régler tous les problèmes, la rareté de devises ayant caractérisé la période d'après-guerre. Dans nombre de pays, les dépenses furent fixées en fonction des revenus attendus et non de la capacité d'absorption du capital, capacité limitée dans beaucoup de pays en raison du manque de données, de l'inexpérience de l'administration, du manque de main-d'œuvre qualifiée, voire de main-d'œuvre tout court. Lorsque les dépenses étaient ajustées aux capacités réelles d'absorption, les fluctuations accusées des termes de l'échange et des volumes exportés eurent raison des prévisions confiantes. La troisième explication a trait au caractère inhérent à l'extraction et à l'exportation des hydrocarbures. A la différence d'industries individuellement dominantes (automobiles, logements, chantiers navals, etc.) qui tirent leurs inputs en terre, travail, capital d'une grande variété de petites industries et qui stimulent à leur tour une vaste gamme d'activités productives et liées au dynamisme des entrepreneurs, les hydrocarbures entraînent peu d'effets de liaison en amont et en aval. Les hydrocarbures restent pour l'essentiel une industrie fortement insularisée et technologiquement avancée avec peu d'effets de diffusion dans les autres secteurs de l'économie (Amouzegar, 1982, p. 828). Enfin, pour que la rente minière contribue à la diversification de l'économie, il importe qu'elle aille en priorité à l'expansion des secteurs productifs, souvent hors de la sphère de l'Etat. Ceci implique que l'Etat remplisse ou encourage la fonction d'intermédiation, tâches pour lesquelles il est mal préparé dans une économie mixte. Cette tâche fut rendue difficile, en raison des pressions qui s'exercent sur l'Etat en faveur de l'expansion des services publics. Là encore, les mêmes biais se retrouvent dans la sélection des projets: prime aux projets d'exécution rapide, n'impliquant pas de formation de main-d'œuvre locale à court terme et qui favorisent le recours aux expatriés et aux technologies étrangères à vaste échelle (Lewis, 1984, p.165).

L'effondrement des prix du pétrole au milieu des années 80 allait reproduire à une échelle plus grande les péripéties de la crise vénézuélienne 1958-61, anticipée par Celso Furtado. L'ajustement à la baisse des recettes, allait s'avérer des plus douloureux dans des économies devenues des économies d'allocation selon le mot de Luciani (Beblawi, 1987) alors que la fiscalité traditionnelle s'était réduite dans un certain nombre de pays et que

les intérêts acquis s'étaient puissamment renforcés. En 1970, dans le cas de l'Iran, Mahdavy, treize ans après Celso Furtado, écrivait ce qui suit :

«Les aspects socio-économiques des Etats rentiers présentent un intérêt certain. Un gouvernement qui peut accroître ses services, sans recourir à une fiscalité lourde, acquiert une indépendance vis-à-vis des gens, rarement rencontrée dans d'autres pays. Cependant, n'ayant pas créé une administration fiscale efficace, les Etats rentiers souffrent d'inefficacité dans des domaines exigeant d'importants inputs organisationnels. En termes politiques, le pouvoir des Etats rentiers à corrompre les groupes de pressions ou des dissidents peut être plus grand qu'ailleurs mais ce pouvoir est également hautement vulnérable car l'arrêt des rentes peut compromettre sérieusement les finances publiques» (Mahdavy, 1970, p. 497).

De fait, cette réduction des rentes se traduit par une perte de légitimité. Les pouvoirs en place du Caire à Alger en passant par Lagos et Caracas se trouvèrent confrontés aux émeutes populaires (Sid Ahmed, 1995). L'instabilité profonde d'un certain nombre d'économies pétrolières est à replacer dans ce contexte du déclin de la rente dont la conséquence est la réduction brutale du processus d'homogénéisation sociale. Celso Furtado, dans la logique de son analyse vénézuélienne avait bien perçu ce dilemme :

«Dans les petits pays où les avantages comparatifs se fondent sur l'exploitation des ressources non renouvelables -le cas extrême sont les Emirats arabes unis- il peut arriver que la modernisation conduite à l'homogénéisation sociale, à travers l'action redistributive de l'Etat. Ceci concerne les sociétés qui vivent de rentes sur un patrimoine reçu en don. Pour satisfaire aux exigences des coûts croissants des formes d'existence adoptées au cours d'un processus rapide d'acculturation, ces sociétés sont amenées à épuiser leurs réserves de biens non renouvelables. Ce sont des sociétés qui ne vivent pas de leur travail d'aujourd'hui ou d'hier, elles naquirent sur une mine d'or. Plus est élevé le niveau de vie des générations présentes, plus importants sont les problèmes que les générations futures devront affronter quand le trésor reçu commencera à s'épuiser» (Furtado, 1995, p. 40).

## Conclusion

Conçue à l'origine dans le cadre plus large de la problématique du sous-développement, l'analyse furtadienne se révèle donc également féconde dans des situations plus spécifiques comme celle des pays en développement exportateurs des ressources naturelles non renouvelables, et notamment les économies pétrolières. L'analyse historique remarquable de la situation vénézuélienne des années 50, à la veille de la crise de 1958-61, est plus que jamais d'actualité à l'heure des sombres bilans dressés de Lagos à Alger en

passant par Caracas, les problèmes du Chiapas ou la crise financière des économies du Golfe.

### Références bibliographiques

AMOUZEGAR J. (1982) : «Oil wealth : a very mixed blessing», *Foreign Affairs*, spring, p. 814-35.

AUTY Richard (1988) : «Trinidad and Tobago windfalls in a small parliamentary democracy», in : GELD A. (ed.) *Oil windfalls: blessù or curse ?*, p. 262-288.

AUTY Richard (1990) : *Resource based industrialisation : sowing the oil in eight developing countries*, Oxford, Oxford University Press.

AUTY Richard (1994) : «Industrial policy reform in six large newly industrializing countries : the resource curse thesis», *World Development*, vol. 22, n° 1, p. 11-27.

BEBLAWI Hazem (1987) : «The rentier state in the arab World», in : BEBLAWI ; LUCIANI (eds), *The rentier state*, Croomhelm.

BIENEN Henry (1988) : «Nigeria from windfall gains to welfare losses ?», in : GELD A. (ed.) *Oil windfalls: blessù or curse ?*, p. 227-59.

BOURGUIGNON François (1988) : «Venezuela: absorption without growth», in : GELD A. (ed.) *Oil windfalls: blessù or curse ?*, p. 289-322.

CONWAY Patrick (1988) : «Algeria: windfalls in a socialist economy», in : GELD A. (ed.) *Oil windfalls: blessù or curse ?*, p. 147-169.

CORDEN W.M. ; NEARY J.-P. (1982) : «Booming sector and de-industrialization in a small open economy», *Economic Journal*, vol. 92, n° 368, p. 825-48.

DI TELLA Guido ; AUSTRALIA-DCM Platt (eds) (1985) : *Argentina, Australia, Canada Studies in Comparative Development, 1870-1965*, St. Martin's Press, p. 37 - 53.

FEKRAT A. (1979) : «Growth of OPEC type economies : a preliminary theoretical inquiry», *Economia Internazionale*, vol. XXX, n° 1, feb., p. 77 87.

FOGARTY John (1985) : «Rents quasi rents normal profits and growth : Argentina and the areas of recent settlement», in : Australia-DCM Platt et Guido Di Tella (eds), *Argentina, Australia, Canada Studies in Comparative Development, 1870-1965*, St-Martin's Press, p. 37 - 53.

FOGARTY John (1985) : «Staples, super-staples and the limited of staple theory, the experiences of Argentina», in : Australia-DCM Platt et Guido Di Tella (eds), *Argentina, Australia, Canada Studies in Comparative Development, 1870-1965*, St-Martin's Press, p. 10-19.

FURTADO Celso (1957) *El desarrollo reciente de la economía venezolana*, Caracas, ed. Cordiplan.

FURTADO Celso (1959) : *Formação econômica do Brasil*, Rio de Janeiro, Fundo de Cultura, 291p.

FURTADO Celso (1966) : *Subdesenvolvimento e estagnação na América latina*, Rio de Janeiro, ed. Civilização brasileira, 127p.

FURTADO Celso (1968) : *Teoría y política del desarrollo económico*, México, Siglo XXI.

FURTADO Celso (1968) : *Um projeto para o Brasil*, Rio de Janeiro, ed. Saga, 133p.

FURTADO Celso (1974) : *Analyse du "modèle brésilien"*, Paris, éd. Anthropos.

FURTADO Celso (1976) : *Le mythe du développement économique*, Paris, éd. Anthropos.

FURTADO Celso (1976) : *Prefacio a una nueva economía política*, México, Siglo XXI.

FURTADO Celso (1979) : *Politique économique de l'Amérique latine*, Paris, ed. Sirey, 281p.

FURTADO Celso (1987) : *La fantaisie organisée : le développement est-il encore possible ?*, Paris, éd. Publisud, 258p.

FURTADO Celso (1989) : *Brève introduction au développement : une approche interdisciplinaire*, Paris, éd. Publisud.

FURTADO Celso (1995) : *Globalisation et exclusion : le Brésil dans l'ordre mondial émergent*, Paris, éd. Publisud, 87p.

GELB Alan (ed.) et al. (1988) : *Oil windfalls: blessing or curse ?*, Oxford, Oxford University Press.

LEVIN Jonathan V. (1960) : «The export economies», in : J. THEBERGE (ed), *Economics of Trade and Development*, John Wiley, p. 7-34.

LEWIS S. (1984) : «Development problems of the mineral rich-countries», in : *Economic Structure and Performance*, essays. honor of H.B. CHENERY ; M SYRQUIN et al. (eds).

MAHDAVY Hossein (1970) : «Patterns and problems of economic development in rentier states : the case of Iran», in : M.A. COOK, p. 428-68.

MARSHALL-SILVA Jorge (1988) : «Ecuador : windfalls of a new exporter», in : GELD A. (ed.) *Oil windfalls: blessè or curse ?*, p. 170-191.

NEARY J.P. ; VAN WIJNBERGEN S. (eds), (1986) : *Natural resources and the macroeconomy*, Basil Blackwell.

SEERS Dudley (1962) : «The mechanism of an open petroleum economy», *Social and Economic Studies*, vol. 13, n° 2, p. 233-243.

SID AHMED Abdelkader (1969) : «Substitution d'importation et croissance : réflexions sur les tendances récentes de l'économie vénézuélienne», *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, vol. VI, n° 1, mars, p. 91-161.

SID AHMED Abdelkader (1983) : *Développement sans croissance : l'expérience des économies pétrolières du Tiers Monde*, Paris, éd. Publisud.

SID AHMED Abdelkader (1987) : «“Du Dutch disease à l'OPEP discase”, problèmes théoriques de la rente pétrolière», *Revue Tiers-Monde*, tome XXVIII, n° 112, oct.-déc., p. 887-908.

SID AHMED Abdelkader (1988) : «Vers une théorie de l'industrialisation à partir de l'exportation et de la transformation des ressources naturelles : de la “staple theory” à la théorie pétrolière», *Revue Tiers-Monde*, n° 115, juillet-septembre, p. 715-812.

SID AHMED Abdelkader (1989a) : *Economie de l'industrialisation à partir des ressources naturelles - tome 2 : Le cas des hydrocarbures*, Paris, éd. Publisud.

SID AHMED Abdelkader (1989b) : «Préface à l'édition française de l'ouvrage de Celso Furtado - *Brève introduction au développement*», p. 1-6.

SID AHMED Abdelkader (1995) : *Un projet pour l'Algérie*, Paris, éd. Publisud.

SID AHMED Abdelkader (1996) : *Economie politique de la transition dans les pays en développement : le cas de la Syrie*, Paris, éd. Publisud.

STEVENS Paul (1986) : *The impact of oil on the role of the state in economic development : a case study of the arab world*, Survey energy economic Centre, Discussion Paper n° 29, may.

VILLEAREAL René (1990) : «The Latin American strategy of import substitution : failure or paradigme for the region ?» in : GEREFF ; WYMAN (eds) *Manufacturing Miracles*, Princeton University Press, p. 292-323.

WATKINS M.H. (1963) : «A Staple theory of economic growth», *Canadian Journal of Economic and Political Science*, XMX, may , p. 141-58.

WEISSKOFF Richard ; WOLFF Edward (1977) : «Linkages and leakages : industrial tracking in an enclave economy», *Economic Development and cultural Change*, vol. 25, n °4, july, p. 607-29.